27 mars 2008 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, devant la communauté française présente à Londres, sur les relations franco-anglaises et sur les réformes engagées en France, à Londres le 27 mars 2008.

Mesdames et Messieurs,
Je voudrais d'abord vous demander de bien vouloir excuser notre retard mais on a eu une sacrée journée aujourd'hui et une sacrée journée hier, et naturellement ce n'est pas encore terminé. Je tenais absolument à ce qu'il y ait cette rencontre avec la communauté si nombreuse de Londres en particulier, et de Grande-Bretagne en général.
Vous comprendrez que mes premiers mots seront pour remercier notre Ambassadeur, M. Maurice GOURDAULT-MONTAGNE. C'est un Ambassadeur, qu'avec le Ministre des Affaires étrangères, nous avons choisi pour donner une représentation diplomatique de grande importance, dans un pays, la Grande-Bretagne, auquel la France attache une grande importance. Maurice, soyez assuré de notre soutien, de notre confiance, et bien sûr, de mon amitié, si vous le permettez.
Je voudrais également vous dire un mot de ce que nous avons fait. Cela fait bien des années que je pense que la France et la Grande-Bretagne doivent travailler fondamentalement ensemble. Bien sûr, est inscrite dans la tradition diplomatique française la nécessité d'une grande entente entre l'Allemagne et la France, pour que, plus jamais, ce que nous avons connu entre nos deux pays ne recommence. Mais j'ai appelé, à de nombreuses reprises, les responsables politiques de gauche comme de droite à regarder la réalité de l'Europe. L'Europe n'est plus l'Europe des six, elle n'est plus l'Europe des neuf, elle n'est plus l'Europe des douze, elle n'est plus l'Europe des quinze, elle est l'Europe des 27.
Lorsque nous étions six, il suffisait que la France et l'Allemagne s'entendent pour que l'Europe avance. Dans l'Europe des 27, cela ne peut pas fonctionner ainsi. Naturellement, si l'Allemagne et la France ne se comprennent pas, ne s'écoutent pas, ne dialoguent pas, ne s'entendent pas, l'Europe est en panne. Mais si nous nous entendons et nous nous comprenons, ce n'est pas pour autant que les 25 autres vont suivre. Il faut les convaincre les uns après les autres. Et nos amis anglais peuvent apporter à l'Europe d'aujourd'hui une ouverture au monde, une compréhension du monde. Le dynamisme du monde qui manque parfois à l'Europe, disons continentale.
J'ajoute que je n'ai jamais compris les expressions qu'on utilise entre-nous : la Perfide Albion. Bon, honnêtement, cela fait deux siècles que l'on ne s'est pas combattus, c'est pas mal. Cela fait un siècle que l'on a des sentiments cordiaux, d'accord. Eh bien, un voisin avec qui vous partagez le même immeuble depuis que vous êtes né, « on a des sentiments cordiaux », vous n'avez pas dû beaucoup vous parler. Moi, je voulais porter une nouvelle amitié entre deux peuples qui ont les mêmes intérêts stratégiques, qui ont les mêmes valeurs. Et qui ont tant à partager ensemble. Et je voulais dire à nos amis anglais, parce que je le pense, que j'admire la façon dont ils ont su assurer la transition entre les années Thatcher, pour faire court, et les années Blair. Avec un pays qui, au lieu de s'abandonner dans une vaine querelle entre la gauche et la droite, les travaillistes ont poursuivi les réformes que les conservateurs avaient engagées. Et c'est peut-être pour cela que la Grande-Bretagne a connu une croissance plus forte que les autres. Un dynamisme plus

fort que les autres. Et c'est sans doute pour cela que Londres est devenu la 7ème ville de France. Franchement, c'est l'art de positiver. On aurait pu dire : pourquoi les plus jeunes, les plus dynamiques partent ? Non, c'est une conquête amicale et pas simplement cordiale. Et donc, ils ont fait ces réformes, ils ont bougé leur pays. Je me souviens très bien des années 70, où lorsqu'on parlait de la Grande-Bretagne, on parlait d'un pays fini. Eh oui, avec un taux de prélèvement qui était de l'ordre de 98%, avec des industries qui avaient disparu. Un pays qui ne comptait plus, paralysé par les grèves, les conflits, paralysé tout court. Et trente ans, ou quarante ans plus tard qui pourrait dire que la Grande-Bretagne n'existe pas ? Elle existe. Et pourquoi existe-elle ? Parce qu'ils ont fait les réformes, parce qu'ils ont travaillé, parce qu'ils ont regardé le monde tel qu'il est et qu'ils ont tout fait pour s'adapter à ce monde. Et ils ont connu la croissance, et ils ont connu le plein emploi, et ils ont connu la prospérité. Bien sûr qu'il y a des problèmes, il y a toujours des problèmes dans la vie. Mais, en même temps, quel chemin parcouru. Et je suis fier d'être l'ami de chefs de gouvernement britanniques qui ont conduit leur pays en se disant que le mandat que le peuple anglais leur avait confié, ils devaient en faire quelque chose. Et je voulais cette amitié entre la France et la Grande-Bretagne pour dire : ensemble on est plus fort que seuls. Mais nous, les Français, on voulait vous dire que ce que vous avez fait, c'est quand même un beau résultat. Et franchement, je n'ai pas le sentiment de dévaluer mon pays en disant cela parce que je pense que les pays forts sont ceux qui reconnaissent qu'ailleurs on a aussi fait des choses bien et qu'au fond, si on changeait de tradition en France, si au lieu d'essayer tout ce qui ne marche pas, on essayait ce qui marche.
Je me suis engagé sur le plein emploi. Pourquoi m'y suis-je engagé ? Pas parce que j'étais un homme politique en campagne. Je m'y suis engagé parce que je me suis dit, si 62 millions d'anglais sont capables de le faire dans leur île, pourquoi si eux l'ont fait, si eux ont moins de 5% de chômeurs, pourquoi nous, on devrait en avoir plus ? Quelle est la fatalité ? Si eux progressent, ont eu pendant des années jusqu'à 3% et un peu plus de croissance, pourquoi nous, on devrait en avoir moins ?
Il n'y a pas de miracle, ils ont travaillé, ils ont fait confiance au travail. Ils ont libéré, ils ont fait confiance à la liberté. Et avec cela, ils ont laissé faire l'intelligence des femmes et des hommes. Et cela a marché. Eh bien, c'est exactement ce qu'on veut faire en France. Cela commence à marcher. Parce que malgré tous les problèmes économiques qui nous tombent dessus, regardez les résultats qu'on a en matière de chômage, avec un taux de chômeurs qui n'a jamais été aussi bas depuis des années et des années et cela va continuer. Pourquoi ? Parce que tout d'un coup, on a dit aux Français, c'est bien de travailler, c'est pas mal de travailler. Un truc très original. Mais enfin, cela fait nouveau chez nous. Tout d'un coup on leur a dit, quand on veut gagner plus, il faut travailler plus. On leur a dit regardez ce truc extraordinaire, les 35 heures. Il y a un seul point positif, c'est la seule idée pour laquelle, on n'a pas besoin de déposer le brevet. Personne ne veut vous la prendre ! C'est très original.
Mais il n'empêche, que c'est ce qu'ils ont fait ici, alors nous, nous voulons travailler avec eux. Sur les changements climatiques, si on ne commence pas à s'y mettre tout de suite, c'est la planète entière qu'on va sacrifier. Il se trouve que Gordon BROWN a la même priorité. Si on s'y met avec les Anglais on va convaincre les Américains. Si on convainc les Américains, on va convaincre les autres parties du monde qu'il faut agir tout de suite. Une politique d'immigration européenne, ils ont vu ce que cela leur coûtait, Sangatte et nous aussi. On va pouvoir le faire ensemble. Ils sont d'accord.
Une Europe de la défense. Est-ce que vous croyez un peu que si demain les Anglais utilisent leur bombe atomique, cela ne concernerait pas les Français ? Une décision aussi grave ? A nous deux, Anglais et Français, on représente les deux tiers de l'effort de défense de toute l'Europe. Est-ce qu'on a pas besoin de parler ensemble ?
Le drame de l'Afrique : 475 millions d'Africains qui ont moins de 17 ans. Il y a 12 kilomètres au détroit de Gibraltar entre l'Afrique et l'Europe. Est-ce que vous ne pensez pas que la question du développement de l'Afrique est centrale, pour leur donner un métier, un travail, pour lutter contre cette pauvreté, parce que le drame de l'Afrique aujourd'hui sera le drame de l'Europe de demain.

Il se trouve que Gordon BROWN et nous, on est sur la même ligne politique.
Et les institutions qui gèrent le monde, on dit : tiens cela ne va pas, mais pourquoi voudriez-vous que cela aille bien ? On est au XXIème siècle et on a les institutions du XXème. Un siècle de retard. Cela compte. Même si c'est le début du XXIème siècle. Eh bien, on va ensemble essayer de peser pour les changer. C'était cela le sens de la nouvelle fraternité entre les Français et les Britanniques que j'ai voulu au nom du Gouvernement français, proposer à ce pays.
Et puis je leur ai parlé de l'Europe. Et je n'ai pas craint de parler de l'Europe devant les parlementaires britanniques. Permettez-moi de vous dire que je ne vis pas ici, mais je n'ignore rien des subtilités, lorsqu'elles ne sont pas si subtiles que cela, du débat qui oppose nos amis sur la question européenne. Mais est-ce que c'est nous qui allons donner des leçons ? Nous qui en 2005 avons voté non. Moi, j'ai voulu leur dire : je viens d'un pays qui a voté non, j'ai voté oui, donc on peut comprendre vos craintes. Mes chers amis anglais, si vous voulez changer l'Europe, cela tombe bien, nous aussi. Mais vous serez plus efficaces pour la changer en mettant les deux pieds à l'intérieur plutôt que les deux pieds dehors. Dire cela c'est respectueux de l'identité anglaise. Et c'est en même temps leur dire : venez, on a besoin de vous pour cela. Parce qu'on ne change pas les choses quand on est au dehors. Et je leur ai dit : écoutez, quand même, cela fait 35 ans que vous êtes en Europe, il est temps de se rendre compte que c'est important. Et qu'est-ce qu'on a fait de plus beau, nous autres les Européens, de plus important que d'arrêter de se faire la guerre sur un continent qui a donné l'exemple de guerres moyenâgeuses, tribales au XXème siècle. Parce que les guerres, les plus cruelles étaient les guerres en Europe. Et ce n'était pas les guerres du Moyen-âge, c'était les guerres du siècle dernier. Cela ne se passait pas loin. Cela ce passait ici. Et depuis, ce n'est pas un miracle, cela fait un peu plus de 60 ans qu'il n'y a plus de guerres. Pourquoi ? Parce qu'il y a l'Europe, et parce qu'il y a la génération de nos grands-parents qui ont compris qu'il fallait faire la réconciliation. C'est la question qui se pose à David CAMERON, à Gordon BROWN, en France je ne vais pas me citer, ni citer les socialistes - je cite Bernard KOUCHNER !
Eh bien, cette génération-à, elle a eu le courage de faire l'Europe, et ça a marché. Cela ne devait pas être facile quand on était De Gaulle ou Adenauer, de dire: il faut aimer les Allemands et il faut construire quelque chose avec eux. J'ai été élevé par mon grand-père, je sais ce qu'il disait des Allemands. Il ne les appelait pas les Allemands d'ailleurs. Non, je n'irai pas plus loin. Mais on s'est compris. Eh bien, est-ce que nous, notre génération, on va être à la hauteur de ceux qui ont fait la paix ? Moi, c'est une idée, l'Europe, sur laquelle je me battrai, parce que c'est peut-être ce qu'il y a de plus beau sur ce qui a été fait sur ce continent depuis bien des siècles. Alors, bien sûr, cette Europe, ne nous donne pas que des satisfactions, d'accord. Mais elle nous a garanti la paix et elle nous a apporté la prospérité. Et d'ailleurs, si on veut qu'elle change, il faut s'y investir. On ne peut pas dire : je veux qu'elle change et je ne m'y investis pas. Et c'est pour cela que j'ai voulu dire aux Anglais : on a besoin de vous, l'Europe a besoin de vous et vous aussi vous avez besoin de l'Europe comme la France a besoin de l'Europe. Et chacun doit comprendre maintenant que si on veut réussir quelque chose, il faut travailler ensemble.
Et puis, puisque j'ai l'occasion de voir des compatriotes, je voudrais vous dire avant de terminer que j'ai été élu, il y a dix mois, pour mettre en oeuvre un programme de réformes comme sans doute la France n'en a pas connu depuis 1958. Ce programme de réforme, on l'a commencé largement. On a fait l'autonomie des universités, la fusion entre l'ANPE et l'UNEDIC, le bouclier fiscal à 50%, la réforme des régimes spéciaux, tant d'autres choses. Et la France les a acceptées, et la France les a comprises. Et je vais poursuivre ce programme de réformes. La réforme des hôpitaux. La nécessité de se pencher sur la question de l'assurance maladie. La réforme des retraites, avec des rendez-vous qui nous attendent. La réforme de la formation professionnelle pour que ceux qui en ont vraiment besoin puissent en profiter. La réforme de l'éducation nationale. La réforme de la défense. J'ai été élu pour conduire ces réformes, je les conduirai. Je ne les conduirai pas par idéologie mais parce que la France en a besoin. Parce que la France ne peut pas se passer de cet effort, de changement que les autres ont fait avant nous et que nous devons continuer. Et pour mettre en oeuvre ces reformes, j'ai voulu constituer une équipe. Cela n'a pas plu à tous mes amis. Mais un Président de la République, il n'est pas Président que de

n'a pas plu à tous mes amis. Mais un Président de la République, il n'est pas Président que de ses amis. Parce que si je veux être à la hauteur des responsabilités qui sont les miennes, je ne peux pas penser qu'à mes amis, je ne peux pas penser qu'à ceux qui ont voté pour moi. Je dois être le Président aussi de ceux qui n'ont pas voté pour moi et entraîner le maximum de monde. Parce que les grandes réformes, on les fait avec des grandes majorités. Et c'est pour cela que j'ai voulu l'ouverture.

D'ailleurs, j'attends avec plaisir un responsable politique, quelle que soit sa nationalité, qui fera campagne sur le thème de la fermeture ! « Votez pour moi, je suis sectaire ». De ce côté-là vous avez le choix. A gauche comme à droite cela ne manque pas. Parce que je vous respecte je ne vous les dirai pas. Mais, quand même, ils ont compris. Et j'ai voulu faire une équipe de gens différents pour la mettre au service d'un pays composé de gens différents. C'est ce qu'il y a de plus difficile la différence. C'est très facile de faire un gouvernement de récompense uniquement avec ses amis. Cela se termine mal. J'ai des souvenirs. Notamment des gouvernements où je n'étais pas parce que je n'étais pas l'ami, alors que c'était ma famille. Et des femmes et des hommes courageux ont accepté de sortir du train-train habituel. Les Français ont choisi un projet présidentiel, c'est le mien. J'ai été élu avec 53%. 31,5% au premier tour. Mais mon devoir, c'était justement d'ouvrir, parce que nous n'en avions pas besoin, arithmétiquement parlant. J'ai tendu la main à des gens courageux qui ont accepté de la saisir. Et je veux dire le plaisir que j'ai de travailler avec Bernard KOUCHNER, comme ministre des Affaires étrangères, avec Eric BESSON et Jean-Pierre JOUYET. Ce sont des hommes courageux qui ont, un moment, dit : dans le fond, c'est bien beau d'avoir la certitude d'être dans notre camp, mais on va aller au gouvernement pour servir notre pays. Et ils ont montré le chemin. Et puis j'ai voulu que cette ouverture aille un peu plus loin. Pas simplement une ouverture politique. J'ai pensé profondément que la France est un pays différent à la base et qu'au niveau des élites, honnêtement, la différence on ne la voit pas beaucoup : mêmes costumes à rayures, mêmes prénoms, mêmes écoles. Que des Christophe et des Capucine. Pardon pour les Christophe et des Capucine qui sont ici, j'ai beaucoup de sympathie, mais bon ! Et j'ai voulu confier des responsabilités à d'autres personnes. Je suis très fier de mon Gouvernement et des femmes comme Rachida DATI à la Justice, comme Fadela AMARA comme Ministre de la ville, comme Rama YADE aux côtés de Bernard KOUCHNER. Parce que vous savez une chose, plus jamais on ne constituera un gouvernement différemment que celui qu'on a fait avec François FILLON. Je voyais beaucoup de discours jusque-là de gens qui disaient : il faut, y a qu'à. Nous on l'a fait. C'est un message que j'ai voulu envoyer à tous ceux qui pensaient qu'il y avait une justice à deux vitesses. J'ai voulu dire : vous savez quand on veut travailler, quand on veut se donner du mal, on a la chance d'aller jusqu'au bout et de construire son projet. Et je pense vraiment que c'est à l'honneur de la France de donner cette image civilisée, apaisée et qui fait que la politique ce n'est pas la guerre. Le rôle d'un Président de la République c'est de rassembler. Je vous dis tout cela parce qu'au fond vous l'avez compris, j'ai besoin de vous quand même. J'ai besoin de vous pour deux raisons. La première c'est que vous vivez l'aventure du monde nouveau et je ne veux pas que vous oubliiez votre pays. Parce qu'on peut vivre ici, aimer vivre ici, avoir même des projets de longue durée ici et quand même aimer son pays, ne pas renier sa culture, y penser. J'ai besoin que vous disiez à vos familles, à vos amis, restés dans l'hexagone : voilà ce qu'est le monde. Que vous leur expliquiez, non pas qu'on a raison, mais que cela change ailleurs, donc cela doit changer chez nous. C'est extrêmement important. Et puis on a besoin, j'ai besoin de votre soutien. Parce qu'au fond, on travaille et c'est bien la difficulté. Dans la matière politique, les difficultés c'est pour tout de suite, les résultats des difficultés c'est pour après-demain. Et donc, on a besoin que vous y croyez parce que pour moi la France n'est pas une nostalgie. C'est un pays qui a une longue histoire mais ce n'est pas un vieux pays. C'est un pays qui a beaucoup de choses à dire au monde, qui doit les dire, et qui ne doit pas avoir peur de l'affirmer. On a remis l'Europe en marche et on a des tas de projets. Et ces projets, croyez-bien qu'on a besoin du dynamise formidable de cette communauté française, ici, pour les porter, pour entraîner tout le monde.

Voilà c'est vous dire que pour moi, c'était très important, ces deux jours de visite d'Etat. C'était

important aussi parce que la Reine est ce qu'elle est : une femme digne, une femme courageuse, une femme qui, quand Londres était bombardée, a choisi d'y rester avec sa famille. Une femme qui donne un exemple extraordinaire et qui est aimée et respectée dans son pays. Et je trouve que le Président d'une République reçu ainsi par une Monarchie, cela a du sens, quand on veut nourrir une amitié.

Et puis, je voudrais dire aussi à Carla, qu'elle a fait bien honneur à la France. Pas simplement par ce qu'elle a été pendant ces deux jours, mais aussi parce qu'elle est l'exemple d'une femme qui travaille et qui a une vie professionnelle et que c'est très important de bien se rappeler de cela. J'aurais beaucoup d'autres raisons de le dire. Parce que je pense que la question des femmes et de leur place dans la société, ici dans cette communauté où il y a tant de jeunes femmes qui font carrière, qui veulent faire carrière, c'est une question extrêmement importante. Beaucoup plus importante qu'on ne le croit. Parce que la vie a changé, parce que la vie est difficile et que les femmes n'ont pas à choisir entre une vie professionnelle et une vie familiale. Elles doivent avoir le droit de mener les deux, comme n'importe quel homme qui doit avoir aussi le droit de mener les deux. Je dirais même les trois. Je pense aux enfants. Et nul, dans une société qui parle de liberté, ne doit être condamné à faire des choix qui sont comme une amputation. Ma vie de femme ou ma vie professionnelle ? Ma vie de mère ou ma vie professionnelle ? Cela n'est pas bien. Je veux dire que l'on doit réfléchir à cela. Ce n'est pas une question de gauche ou de droite. C'est simplement une question de la vie d'aujourd'hui, il faut qu'on repense les modes de gardes d'enfants, qu'on repense même nos petites habitudes. L'autre jour je disais sous forme de plaisanterie, mais en fait je le pensais, quand je vois qu'elle reçoit du courrier, on dit « Madame Nicolas SARKOZY ». Tu as changé de prénom aussi ? Cela suffit pour le pays, cela va ! Et je pense que c'est nous qui pouvons porter cela, non pas dans un esprit de revanche, puisque la revanche cela n'existe pas dans cette question de l'égalité des sexes. Mais dans un esprit constructif, pour construire une société moderne où chacun a le choix. Le choix de cumuler plusieurs vies ou le choix d'en choisir une. Ce n'est pas au Chef de l'Etat, aux Ministres de porter un jugement là-dessus. Donner le choix, je pense que c'est cela la société moderne vers laquelle on doit aller. Une société où chacun aura du choix et où à chaque instant de sa vie on pourra arbitrer.Merci de votre présence, de votre soutien, de votre amitié.